

Blois, le 28/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SNV VOLABRAYE**

Route de Saint-Calais  
Les Filabes  
41360 Savigny-Sur-Braye

Inspection n° : RI 2024-11-05 FD01  
Code AIOT : 0054100681

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement SNV implanté route de Saint-Calais au lieu-dit « Les Filabes » 41360 Savigny-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 15/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNV VOLABRAYE
- route de Saint-Calais au lieu-dit « Les Filabes » 41360 Savigny-sur-Braye
- Code AIOT : 0054100681
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Abattoirs et découpe de viande de volailles (Dindes)

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Consommation	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	Prétraitement	Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 2.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai
12	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 4.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10	Sans objet
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12	Sans objet
4	Réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14	Sans objet
5	Rétention des aires	Arrêté Ministériel du 30/04/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et locaux de travail	article Article 15	
6	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17	Sans objet
7	Retention des stockages de déchet et de sous-produit	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19	Sans objet
9	Prélèvement eau	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24	Sans objet
10	Stockage et traitement des déchets et sous-produits	Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté, le 05 novembre 2024, que l'établissement SNV Volabraye, implanté à Savigny-sur-Braye n'est pas en mesure de répondre à certaines dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n°2009-127-5 du 7 mai 2009 et par l'arrêté préfectoral n°41-2023-08-04-00006 du 4 août 2023 :

- le contrôle des installations électriques a été réalisé mais certains travaux restent à effectuer afin de rendre les installations conformes ;
- Le rapport sur la gestion de l'eau transmis par le pétitionnaire n'indique pas la valeur maximale, journalière et annuelle, du volume d'eau que l'installation est amenée à consommer ;
- les rejets de la station d'épuration dépassent les valeurs limite d'émission en raison de dysfonctionnements.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.  L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.
<b>Constats :</b> Présentation aux inspecteurs du rapport de l'APAVE pour le contrôle des installations électriques. Certains points de contrôle nécessitent une correction ou des travaux qui sont en cours de réalisation par l'équipe de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, les bâtiments et annexes sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie, à permettre l'évacuation des personnes et l'intervention rapide des services de secours.

L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus. Une attention particulière est portée aux locaux abritant les installations frigorifiques. En nombre suffisant, ces moyens sont correctement répartis sur la superficie à protéger. Les moyens de lutte et de prévention contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral.

Les bâtiments et les annexes sont maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

**Constats :**

Présentation lors de l'inspection du document de contrôle des extincteurs (contrôle effectué du 29.01.24 au 02.02.24).

Présentation du devis de réparation ou remplacement des extincteurs défectueux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 12

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'installation pour prévenir les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols.

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant fournit, dans les meilleurs délais, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore et les ouvrages exposés à cette pollution.

Les effluents aqueux récupérés, susceptibles d'être pollués (pompage, lavage d'installation, etc.) sont stockés avant leur valorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution.

**Constats :**

Suite à la dernière inspection, des travaux ont permis la création d'un grand bassin de rétention d'une capacité de 2600m<sup>3</sup> de capacité. Le système dispose :

- d'un limiteur de débit
- d'un séparateur d'hydrocarbures et de MES
- de deux vannes pour la gestion des rejets.

Des procédures d'entretien des vannes (manipulation trimestrielle) et d'alerte ont été mises en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Réseau de collecte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées.

Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.

<b>Constats :</b> Présentation du fonctionnement de la collecte des effluents issus du nettoyage des camions transportant les animaux. Présentation du local de stockage des matières dangereuses et de son système de collecte. Un plan de l'ensemble du réseau de collecte nous a été fourni suite à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Rétention des aires et locaux de travail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> L'aire de nettoyage et désinfection des véhicules ayant servi au transport des animaux est conçue de façon à récupérer lors de chaque utilisation l'ensemble des effluents produits et à les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.  Les locaux d'attente et d'abattage des animaux, de refroidissement et de conservation des carcasses et de stockage des sous-produits d'origine animale sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur.  Le sol est étanche, résistant au passage des équipements permettant la manipulation des produits stockés et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage, du sang d'égouttage résiduel et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte.  La collecte du sang des animaux est réalisée à part de façon à réduire au seul minimum non maîtrisable l'écoulement vers les installations de collecte des effluents.
<b>Constats :</b> Une aire de nettoyage et de désinfection des véhicules transportant les animaux est prévue à l'entrée du site. Les effluents sont récupérés via un système de collecte et redirigés vers la station de traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Cuvettes de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.  Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :  dans le cas des liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.  II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.  L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.  Les produits récupérés en cas d'accident ne sont rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même

rétenion.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

**Constats :**

Les produits d'entretien et de désinfection ainsi que les produits dangereux sont stockés sur des réservoirs de rétention spécialement conçus à cet effet.

Ils sont triés par catégories, un étiquetage spécifique à chaque produit est affiché et mis en évidence au dessus des contenants.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Rétention des stockages de déchet et de sous-produit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.

Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, et notamment dans les abattoirs de ruminants procédant au retrait des MRS, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis et, dans les abattoirs de ruminants, des MRS) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

L'aire réservée aux fumiers et matières stercoraires est implantée de façon à ne pas gêner le voisinage. Elle est protégée des intempéries et isolée de façon à récupérer les jus d'égouttage afin de les diriger vers la station de prétraitement de l'établissement ou les ouvrages de stockage du lisier.

A l'exception des procédés de traitement anaérobies, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement ou dans les canaux à ciel ouvert est évitée en toutes circonstances. Ces installations sont pourvues de dispositifs d'aération et/ou couvertes, si cela s'avère nécessaire.

**Constats :**

Les produits issus du dégrillage sont stockés dans un conteneur spécialement prévu à cet effet et localisé dans un local spécifique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Consommation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation lié aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse.

<b>Constats :</b> Le rapport sur la gestion de l'eau transmis par le pétitionnaire n'indique pas la valeur maximale, journalière et annuelle, du volume d'eau que l'installation est amenée à consommer,
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Prélèvement eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Présentation du registre de consommation d'eau avec les relevés journaliers et les différents postes consommateurs d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.  Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne l'élimination des MRS et des sous-produits animaux.  Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.  Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.
<b>Constats :</b> Nous avons pu constater sur place, le tri des déchets au niveau de zones et/ou de conteneurs adaptés. Les produits d'entretien, de désinfection sont regroupés sur des palettes et emmenés périodiquement par une société spécialisée. Les sous-produits animaux sont stockés dans des conteneurs adaptés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Prétraitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 2.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques de pollution des milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les opérations concernées.

Les effluents ne doivent pas contenir de substances nocives en quantités suffisantes pour inhiber le processus biologique des dispositifs d'épuration.

**Constats :**

Depuis le mois d'avril 2024, il est constaté un dépassement récurrent des valeurs concernant les MES et l'azote :

Suite au problème de MES, nos interlocuteurs nous précisent qu'un aérateur défaillant a été remplacé courant septembre. Un relevé d'analyse des eaux de la station nous a été fourni pour le mois d'octobre, le taux de MES est à nouveau conforme aux valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral.

Concernant le dépassement des normes au niveau de l'azote, le problème semble plus important et plus complexe à résoudre. Ce problème a été abordé en interne au sein du groupe Ldc, mais à ce jour aucune solution n'a été trouvée. Le relevé des analyses pour le mois d'octobre confirme le problème, le taux d'azote global étant encore en augmentation, et fortement au-dessus des valeurs limites d'émission.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** Sans délai

**N° 12 : Valeurs limites d'émission**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/05/2009, article 4.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, traitement des effluents

**Prescription contrôlée :**

Les eaux rejetées dans le milieu naturel après traitement complet, doivent respecter les valeurs suivantes :

- température inférieure à 30 ° C ,
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ou 9.5 si il y a neutralisation chimique ;
- débit journalier inférieur à 690 m<sup>3</sup> ,
- débit de pointe : 35 m<sup>3</sup>/h

PARAMÈTRES	Matières en suspension totales (MEST)	Demande biologique en oxygène sureffluents nondécanté (DBO5)	Demande chimique en oxygène sureffluents non décanté (DCO)	Azote (N <sub>GL</sub> )	Phosphore total ( P <sub>T</sub> )
Flux journalier maximal	17	20	85	13	2
Concentration (mg/l)	35	30	125	20	4

Les eaux pluviales collectées sur les aires imperméabilisées susceptibles d'être polluées par des



hydrocarbures sont composées des eaux des cours et des parkings.  
L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires afin de garantir une valeur de rejet d'hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/l avant rejet au réseau d'eaux pluviales de la commune. Le respect de cette valeur est vérifié par une analyse annuelle selon la norme en vigueur.

Chaque année avant le 31 janvier, l'exploitant adresse une synthèse des résultats des mesures à l'inspecteur des installations classées, accompagnée de commentaires sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats de l'ensemble des contrôles doivent être conservés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

**Constats :**

Depuis le mois d'avril 2024, il est constaté un dépassement récurrent des valeurs concernant les MES et l'azote. Le traitement des MES a été amélioré et permet de respecter les valeurs limites mais les dysfonctionnements persistent pour le traitement de l'azote (voir fiche n°11).

L'exploitant indique qu'il envisage des modifications du processus de traitement de l'azote, impliquant des travaux au niveau de la station d'épuration, pour respecter durablement les valeurs limites de rejet d'azote.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois